

## Edgar Faure, l'émissaire du général de Gaulle

Mon premier voyage en Chine a eu lieu en 1957, au début du mois de juin. C'était un voyage personnel. J'avais été invité par le gouvernement chinois et j'ai dû être un des premiers hommes d'Etat occidentaux, peut-être même le premier mais je ne le garantis pas, à franchir ainsi la frontière chinoise muni d'un visa sur feuille volante puisque, il n'existait pas de passeports en raison de l'absence de relations diplomatiques avec la Chine. Au cours de ce premier voyage, qui a duré six semaines environ, j'ai visité plusieurs régions du pays, j'ai rencontré naturellement des hommes politiques et j'ai été reçu personnellement, avec ma femme, par le président Mao Tsé Toung. Quant au Premier ministre, Chou En-lai, c'est à plusieurs reprises que j'eus l'occasion de m'entretenir avec lui, parfois en présence de divers membres du gouvernement.

Le serpent et la tortue

A mon retour, j'ai publié un livre qui s'appelle *Le Serpent et la tortue* dans lequel je suggérai qu'il serait bon pour la France de reconnaître la Chine. Je pensais en effet qu'il était absolument grotesque que la plupart des grands pays ignorent purement et simplement ce continent. Il se trouve que lorsque j'étais président du Conseil j'avais commencé d'étudier ce problème mais je n'avais pas eu le temps de le résoudre. Tout ce que j'avais pu faire avait été d'organiser une agence de presse française à Pékin, avec réciprocité, de sorte que nous avions au moins un relais. D'autre part, dans mon livre, j'évoquais le problème de Formose qui constituait une des principales difficultés et je suggérais qu'on le règle en rouvrant l'ambassade de Pékin – les Chinois auraient alors rouvert leur ambassade à Paris – mais en gardant à Formose une représentation consulaire, pour ne pas rompre avec le gouvernement du maréchal Tchang Kai Chek. J'ai envoyé ce livre au général de Gaulle. Et le Général m'a répondu de sa main, comme il le faisait toujours, une lettre assez longue, me disant combien il avait été intéressé par cette lecture et que mon idée d'une reprise des relations diplomatiques avec la Chine lui paraissait intéressante. Mais il concluait sur le ton un peu découragé qui était le sien à cette époque, en disant que tout cela ne pouvait pas être tenté utilement puisque, en tout état de cause, il n'y avait pas d'Etat, pour l'instant, en France.

Face à face avec le représentant du FLN

C'est probablement en raison de cette correspondance et du fait qu'il se souvenait de mon livre que le général de Gaulle, quand il fut revenu au pouvoir – mais pas tout de suite, je crois que ce fut en 1960... – me demanda un jour de venir le voir pour lui parler du problème chinois (j'ai eu naturellement l'occasion de le voir à diverses reprises mais sur d'autres sujets). Au cours de cette conversation, il me demanda si je lui conseillais de faire quelque chose dans ce domaine. Je lui répondis que malgré l'opinion favorable que j'avais donnée dans mon livre, je ne pouvais pas lui conseiller d'engager, à ce moment, une quelconque procédure de reconnaissance de la Chine. Et cela parce que la conjoncture ne me paraissait pas favorable. Je redoutais en particulier des difficultés à cause de l'affaire algérienne. Si nous avions envoyé un ambassadeur en Chine il aurait pu être exposé, sur ce terrain, à quelque rebuffade, il aurait couru le risque de se retrouver un jour face à face avec un représentant du FLN...

Au mois d'août 1963, j'avais été frappé par la position qu'avait prise le Général sur le problème du Vietnam. Tout à coup, au sortir d'un Conseil des ministres, il avait fait une déclaration extrêmement importante, mettant en garde le monde contre le grave danger que constituait la détérioration de la situation en Asie du Sud-Est. Ce fut d'ailleurs encore une fois une démonstration de l'extraordinaire lucidité du général de Gaulle, de sa clairvoyance, car cela se passait en août et c'est au mois d'octobre 1963 que se produisit à Saïgon le grand " clash ", c'est-à-dire l'élimination et l'assassinat de Diem. Donc, le général de Gaulle, en août 1963, porte tout à coup son regard sur les problèmes de l'Asie et mesure très clairement les

risques d'une aggravation de la situation. Et simultanément, il me demande de venir le voir pour me dire à brûle-pourpoint : " Quand je vous ai consulté il y a quelque temps sur le problème de la reconnaissance de la Chine, vous m'aviez dit qu'il n'y avait rien à faire. Etes-vous toujours de cet avis ? " Je répondis : " Puisque vous m'en parlez c'est que vous avez vous-même étudié la question. Eh bien, je pense que tout est changé. Premièrement, vous êtes délivré de l'hypothèque algérienne, ce qui signifie que vous n'avez pas à redouter de déconvenue dans l'hypothèse d'une ouverture diplomatique vers Pékin. En deuxième lieu, les Chinois eux-mêmes sont dans une situation difficile, à cause de leurs frictions avec les Soviétiques. Et en troisième lieu vous avez donné déjà de tels signes d'indépendance vis-à-vis des Américains que un de plus ou un de moins, cela ne sera pas tellement sensible ". Je me souviens d'une chose amusante, au cours de cet entretien, j'avais dit au Général : " On ne peut pas scotomiser un peuple de 600 millions d'habitants ". Et il m'avait dit : " Tiens, quel est ce mot, " scotomiser ", que je ne connais pas ? – Vous savez " scotomiser " qui vient de " scotome ", cette altération de la vision.

" Oui, vous irez en Chine "

Toujours est-il qu'au cours de cette conversation, je signalai au Général que, par une coïncidence curieuse, j'avais fait dire aux Chinois que je me proposais de revenir à Pékin et ils venaient de m'inviter officiellement à faire ce voyage. J'avais en effet pensé qu'il serait utile que je me rende en Chine à ce moment – en Chine et en Russie – pour étudier le fond du conflit sino-soviétique. Le Général me dit alors : " Oui, vous irez en Chine. Mais vous irez comme mon représentant ". Et il me déconseilla de faire les deux voyages – Chine et Russie – en même temps.

Nous avons donc établi ensemble un projet minutieux. Il a notamment été prévu que je me rendrais d'abord au Cambodge à la fois pour rendre visite de sa part au prince Sihanouk qu'il aimait beaucoup, mais aussi pour créer une sorte de rideau de fumée devant les buts réels de ce voyage. De même, au retour, je devais m'arrêter en Inde pour voir le président Nehru qui m'avait également invité.

Le Général m'a alors donné une lettre destinée à m'accréditer en son nom auprès du président chinois. Et c'était d'ailleurs assez habile puisque au lieu d'écrire au gouvernement chinois qu'il ne connaissait pas et ne reconnaissait pas, il se contentait de m'écrire, à moi, pour me donner un mandat officiel.

J'ai donc compris à la lumière de cet échange de vues que le Général était désireux, autant que possible, de parvenir à une solution complète du problème de la reprise des relations. Mais comme dans d'autres entretiens que j'eus avec lui à la même époque mais en présence cette fois d'autres ministres ou de certains de ses collaborateurs, il se montra moins formel, j'en conclus qu'il y avait dans toute cette affaire un aspect confidentiel qu'il convenait de préserver. Par parenthèse, les services français des Affaires étrangères étaient à l'époque persuadés que cette question soulevait des difficultés inextricables, en raison notamment du problème de Formose. En réalité, je pensais qu'à partir du moment où l'on prenait les choses en main sérieusement, il était évidemment possible, sinon tout à fait facile, de trouver une solution et j'y avais, bien sûr, réfléchi.

Accueilli par le maire

Dès notre arrivée en Chine, j'ai compris qu'il y avait un cran de plus à l'accueil traditionnel par le fait que nous avons été accueillis à Canton par le maire et non par un maire-adjoint comme c'est généralement l'usage. De plus, dans son discours de bienvenue, ce magistrat a fait allusion aux relations " économiques, culturelles et politiques " entre nos deux pays. Et le mot " politique " était assurément nouveau. Ensuite je suis arrivé à Pékin où j'étais l'hôte d'une association pour les relations internationales. C'est là un expédient qu'avaient trouvé les Chinois pour entretenir des relations avec les pays avec lesquels ils n'en avaient pas officiellement. Cette association était donc vouée à s'occuper de gens comme nous, c'est-à-

dire des hérétiques en quelque sorte. Dès le lendemain j'ai vu le Premier ministre, M. Chou En-lai et je lui ai montré la lettre du général de Gaulle. Il m'a demandé d'ailleurs de pouvoir la garder pour l'étudier et je la lui ai confiée. Le soir même j'étais l'hôte de l'association, mais il était remarquable que le ministre des Affaires étrangères, M. Chen Yi, était rentré spécialement de province pour assister à ce dîner. Je suis resté deux semaines en Chine. C'était mon plan. Je ne voulais pas y rester davantage, quoi qu'il arrive. Je m'étais dit que la mission réussirait ou ne réussirait pas mais que de toute façon il était inutile de s'attarder. Ces deux semaines ont été occupées par des conversations politiques, mais aussi par une visite de trois jours dans des sites variés, en Mongolie intérieure, etc. J'ai compris que les Chinois étaient assez contents de se débarrasser de moi pendant trois jours pour pouvoir réfléchir et discuter entre eux de ce que j'avais pu leur proposer. Et d'ailleurs, pendant cette escapade, j'étais accompagné d'un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères qui ne cessait de m'interroger sur tous les sujets et qui, chaque soir, faisait un rapport à Pékin.

A mon retour dans la capitale chinoise, nous avons encore eu trois jours de discussions. Cela signifie qu'en tout il y a peut-être eu six ou sept jours de travail effectif. Les réunions avec les Chinois durent plusieurs heures. Ils répètent longuement leur point de vue. Ils expriment toujours les choses en reprenant les problèmes à la base, en disant beaucoup de généralités. Comme je connaissais leur méthode, j'en faisais autant. Quand ils parlaient pendant trois quart d'heure, je parlais pendant quarante-cinq minutes. Nous parlions abondamment du communisme, du capitalisme, d'histoire contemporaine, etc. Et entre-temps nous préparions des papiers pour voir ce que nous pourrions faire, concrètement. Naturellement, j'avais refusé des discussions détaillées sur Formose. J'avais adopté le système suivant : nous ne pouvions pas prendre d'engagement sur Formose, mais nous appliquerions le droit international. Ce qui me donnait l'occasion de leur répondre que ce droit ne permettait pas de reconnaître deux gouvernements, en même temps, comme ayant la souveraineté au même endroit. Donc, si nous reconnaissons la Chine, nous n'avons pas besoin de rompre avec Formose puisque nous nous contenterions alors de rétablir notre ambassade là où elle était auparavant. Et d'ailleurs nous n'avons à Formose qu'un chargé d'affaires *ad interim*. Il me paraissait certain que Formose romprait avec nous dès que nous aurions reconnu Pékin. Et finalement nous nous sommes mis d'accord sur une formule assez curieuse : nous nous engageons à rompre avec Formose... si Formose rompt avec nous. Je crois que je pouvais prendre cet engagement sans inconvénient.

Je rendis visite à Mao

Finalement, au terme de nos conversations, on me prévint que j'aurais à me rendre au terme de la deuxième semaine à Shangai où je verrais le président Mao Tsé Toung et où MM. Chou En-lai et Cheng Yi me rejoindraient. Ils vinrent, et en une soirée, nous mîmes sur pied un projet très complet. Le lendemain je rendis visite à Mao, mais il est évident que même si le président fut consulté et donna son accord, tout fut réglé à l'échelon de M. Chou En-lai. Nous avons donc rédigé un document que je signais, mais *ad referendum*, en précisant qu'il appartenait en dernière analyse au général de Gaulle de le rendre officiel. De l'autre côté, ce fut M. Chou En-lai qui signa.

J'ai alors quitté la Chine mais jusqu'ici je n'avais rien pu faire tenir à Paris au général de Gaulle. Naturellement, les journalistes – enfin, les rares journalistes qui se trouvaient à Pékin – s'agitaient quelque peu. Pour déjouer les curiosités des gens qui m'attendaient à Hong-Kong, je suis revenu par Rangoon, en Birmanie. Et c'est là que, moi-même, j'ai tapé mon rapport à la maChine. Ensuite je suis parti pour New Delhi et j'ai confié le protocole et le rapport à un secrétaire d'ambassade qui a pris l'avion pour Paris et qui les a transmis à l'Elysée. Pour moi, je suis resté encore une quinzaine de jours en Inde, tranquillement, et je m'y suis promené. Beaucoup de gens en ont conclu que décidément il n'y avait rien

d'important. Mais lorsque je suis arrivé à Paris, le général de Gaulle avait pu déjà étudier tout le dossier. Et le jour où il m'a reçu il m'a indiqué qu'il avait l'intention de suivre mes conclusions, lesquelles tendaient à la reconnaissance diplomatique des deux parties. Nous avions prévu, avec M. Chou En-lai, un protocole pour cette reconnaissance, lequel a été légèrement modifié par la suite par les Affaires étrangères qui en ont réglé l'exécution.

En réalité, on peut savoir aujourd'hui que cette affaire avait été extrêmement délicate et complexe à traiter et que les Chinois eux-mêmes ne savaient pas du tout si, en définitive, nous pourrions aboutir à une reconnaissance. Nous avons même envisagé, eux et moi, deux solutions. La solution maximaliste, qui était la reconnaissance pure et simple et une formule intermédiaire qui aurait consisté à installer des échelons culturels et économiques, avec quelques particularités comme l'utilisation du drapeau, du chiffre, etc. Aujourd'hui que cette affaire est terminée, je peux vous révéler qu'après de longues hésitations j'ai rédigé mon rapport, à Rangoon, en ne faisant mention que de la première formule. Je craignais que l'existence des deux possibilités fasse hésiter le Général. Et je me suis dit : " On verra bien. Si par hasard la première solution ne marche pas, je sortirais la deuxième ". Mais cela n'a pas été nécessaire.

Ce n'est pas pour demain Lorsque le général de Gaulle m'a reçu à l'Elysée pour conclure, il se fait qu'il venait d'apprendre l'assassinat du président Kennedy. Et cela a sans doute changé quelque chose car je crois que nous avons vaguement dans l'idée que les Américains pourraient tirer parti, d'une façon ou d'une autre, de notre initiative. Notamment pour ce qui est du Vietnam. Je pense que cela aurait pu être le cas pour l'administration Kennedy.

En me quittant ce jour-là, le général de Gaulle me dit qu'il comptait donner une suite positive à l'affaire si les conversations qu'il devait avoir aux Etats-Unis – aux obsèques de Kennedy – ne le faisaient pas changer d'avis. Et la suite positive était prévue pour janvier 1964.

Finalement, c'est bien ainsi que les choses se passèrent. Je me souviens que les Américains, à l'époque, étaient assez inquiets. Le Général leur avait communiqué que la reconnaissance de la Chine " ce n'était pas pour demain " mais ils se demandaient s'ils devaient prendre le mot dans son sens littéral. Curieusement, c'était surtout dans les milieux " libéraux " aux Etats-Unis que les inquiétudes étaient les plus vives. Certaines personnes pensaient qu'un tel geste pourrait favoriser, aux élections prochaines, les candidats les plus réactionnaires à la présidence. En tout état de cause, on voit aujourd'hui combien le Général a été un précurseur. Il a fallu attendre huit ans pour que le président des Etats-Unis fasse le même raisonnement que lui. Mais je crois que, bien que le délai ait été assez long, notre initiative de 1964 a été un début, un précédent dont l'existence a pu jouer par la suite.